Questions orales

● (1430)

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): On m'a fait un compte rendu de ces deux incidents et le ministère des Transports fait actuellement une enquête à ce sujet. J'en reparlerai lorsque je connaîtrai les résultats de ces enquêtes.

M. McKenzie: Par ailleurs, pendant l'enquête du juge Dubin, des inspecteurs des services de l'aviation civile de Transports Canada ont déclaré que le système canadien de surveillance de la sécurité aérienne laissait à désirer. L'enquête Dubin ne sera pas terminée avant octobre 1980. Aussi, le ministre peut-il faire faire immédiatement une enquête et exiger que les pilotes de 747 s'exercent à atterrir avec un seul moteur en marche. Enfin, je pense qu'il faudrait demander au ministre de féliciter de notre part le pilote et l'équipage de l'appareil car ils ont fait du bon travail.

Des voix: Bravo!

M. Pepin: Je transmettrai les félicitations du député au pilote. Pour en venir à la question proprement dite, je signale au député que la Commission Dubin a précisément été créée dans ce but; je serais enclin à croire que le juge n'apprécierait pas beaucoup que l'on crée une commission pour effectuer le travail qu'il est censé faire. Je pense que son enquête s'est déroulée d'une façon très satisfaisante jusqu'à présent.

* * *

LE LOGEMENT**LES PROGRAMMES VISANT À ENCOURAGER LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS FAMILIAUX**

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Madame le Président, je pose ma question au ministre chargé de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Selon les journaux de fin de semaine, le ministre aurait promis d'aider l'industrie de la construction plutôt que les propriétaires et les locataires si durement frappés par la crise du logement.

Le ministre peut-il nous donner l'assurance qu'il ne répétera pas les erreurs de ses prédécesseurs en proposant des refuges fiscaux comme le programme d'aide au logement locatif qui subventionnait les promoteurs, les encourageait à construire des immeubles de studios de luxe, a fait disparaître les logements familiaux et s'est soldé par une nette diminution de logements locatifs pour les familles à faibles revenus?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, je suis heureux de dire au député que les deux programmes que le gouvernement a l'intention de présenter, qui seront des versions modifiées de programmes actuels, ne profiteront pas seulement aux propriétaires actuels et aux locataires, mais aideront aussi les nouveaux venus sur le marché du logement, de même que l'industrie en général. Ils ne feraient cependant intervenir la SCHL que modestement à l'heure actuelle, compte tenu des problèmes contre lesquels le ministre des Finances a mis la Chambre en garde.

Mme Mitchell: Le ministre est-il au courant des rapports, dont celui du Conseil canadien de développement social, qui prouvent hors de tout doute que les anciens programmes du

genre déduction pour amortissement auquel il songe, je suppose, ont coûté aux contribuables environ 65 millions de dollars par année tout en permettant aux promoteurs de faire des bénéfices considérables?

Étant donné que les logements sociaux créent tout autant d'emplois, le ministre accordera-t-il plus de fonds pour les habitation sans but lucratif et à loyer modique, au lieu de combler les promoteurs de privilèges fiscaux et de les encourager à construire des logements luxueux dont nous n'avons pas besoin?

M. Cosgrove: Je suis certain que les mesures que le gouvernement annoncera bientôt plairont au député. Elles aideront modestement l'industrie, les locataires et les propriétaires actuels et ne coûteront pas autant de millions de dollars que le prévoit le député. Ce sera un programme modeste.

* * *

LES SPORTS**LA TENUE D'ÉPREUVES NATIONALES—LA RECONNAISSANCE PAR LE GOUVERNEMENT**

M. Joe Reid (St. Catharines): Madame le Président, j'aurais voulu poser ma question au ministre chargé du Sport amateur, mais en l'absence du ministre et de son secrétaire parlementaire, je vais m'adresser au vice-premier ministre. Un représentant de l'une de nos fédérations sportives nationales a déclaré récemment que les épreuves nationales seraient annulées. Pourtant, le ministre compétent a annoncé dernièrement qu'une somme de un million et demi de dollars serait consacrée à la tenue de compétitions de haut niveau pour les athlètes canadiens, ce qui laisse entendre que des champions canadiens seraient alors couronnés.

Le vice-premier ministre pourrait-il nous dire si les associations nationales ou les organismes régissant le sport amateur au Canada décerneront des titres de champion canadien au terme d'épreuves olympiques et, dans l'affirmative, si le gouvernement reconnaîtra comme il convient les mérites de ces champions canadiens?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Je regrette de ne pouvoir fournir au député les renseignements qu'il demande. Je vais veiller à ce qu'il les obtienne le plus tôt possible.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ**LE CONTRÔLE DE LA COMMERCIALISATION DU LIN ET DU COLZA**

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Madame le Président, j'ai une question à l'intention du ministre des Transports qui est également comptable de la Commission canadienne du blé à la Chambre. Comme il le sait, la Commission ne contrôle pas entièrement le lin et le colza. Sait-il si la Commission prendra quelque mesure pour pouvoir contrôler plus complètement et resserrer ainsi la commercialisation? Dans l'affirmative, j'aimerais savoir ce qu'il pense d'un tel resserrement.